



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 17 juillet 2025

FOCUS : EQUATEUR – LA CHINE S'IMPOSE COMME UN ACTEUR CLEF. 2

Bolivie 3

La Bolivie cherche à renforcer ses liens économiques avec les BRICS+, notamment la Russie, l'Inde, l'Iran et Cuba. 3

Colombie 3

Le gouvernement colombien a émis 598 M\$ d'obligations. 3
Le budget présenté par le gouvernement pour 2026 s'élève à 133 Md\$ et ne prévoit pas de baisse des dépenses publiques. 3
En juin, l'incertitude de politique économique augmente. 4

Equateur 4

Le T1 2025 enregistre une croissance de +3,4 % en g.a. 4
Au T1 2025, les IDE sont en hausse de +17 %, mais leur niveau reste faible. 4

Guyana 4

ExxonMobil et CNOOC reçoivent des prix pour leurs découvertes pétrolières au large du Guyana. 5

Pérou 5

Depuis 2023, l'activité minière illégale aurait privé le Pérou de 2,1 Md\$ de recettes fiscales. 5
Le Brésil et la Chine étudient un projet de liaison ferroviaire atlantique-pacifique passant par le Pérou. 5

Venezuela 5

En juin, les sources officielles rapportent une production pétrolière de 1 069 000 bpj (+ 0,3 %). 5

Focus : Equateur – La Chine s’impose comme un acteur clef.

En 2024, la Chine est restée le deuxième partenaire commercial de l’Équateur (après les États-Unis), avec un commerce bilatéral atteignant 11,7 Md\$ et un excédent commercial de 1 Md\$ en sa faveur. Les exportations équatoriennes vers la Chine – principalement constituées de pétrole, crevettes, bananes et produits miniers – se sont élevées à 5 Md\$. Les importations en provenance de Chine, essentiellement composées de véhicules, équipements électriques, électroménagers et biens de consommation, se sont élevées à 6 Md\$. L’entrée en vigueur de l’accord de libre-échange en mai 2024 et l’inauguration d’une nouvelle route maritime entre les deux pays ont permis une hausse de +15 % des exportations non-pétrolières équatoriennes vers la Chine au T1 2025.

Les relations commerciales sino-équatoriennes sont encadrées par cet accord de libre-échange (limité aux biens). L’accord couvre 90 % des biens échangés et prévoit une suppression progressive des droits de douane sur 99,6 % des produits concernés d’ici dix ans. Il n’inclut ni les investissements, ni les marchés publics, ni les services, ni la propriété intellectuelle. Pour mémoire, l’Équateur n’a pas d’accord de libre-échange avec les États-Unis, mais le Gouvernement Noboa a ouvert des négociations avec le Gouvernement Trump dans cette voie (cf. [brèves du 12 juin](#)). **L’Équateur a enfin adhéré à l’initiative des Nouvelles routes de la soie en 2018.**

Il est difficile d’évaluer précisément le stock d’investissements direct chinois en Équateur : en 2021, il était estimé à 800 M\$, mais ce chiffre a probablement fortement augmenté. Ces investissements sont concentrés dans les secteurs pétrolier et minier, où la Chine occupe une position dominante. Deux entreprises minières chinoises opèrent depuis 2019 dans la région de Zamora-Chinchipe, et, en avril 2025, la société canadienne Lumina Gold a annoncé la vente de sa concession « Cangrejos » (plus grande mine d’or et de cuivre du pays) à l’entreprise chinoise CMOC pour 421 M\$. Les entreprises chinoises sont également très présentes dans les secteurs de l’énergie, des infrastructures et de la sécurité. **Leur implantation repose largement sur les crédits liés accordés par la Chine à l’Équateur entre 2007 et 2018.** Elles ont participé à de nombreux projets structurants (centrales hydroélectriques, réseaux de transmission électrique, infrastructures), qui ont néanmoins parfois suscité des critiques.

La Chine est aujourd’hui le premier créancier bilatéral de l’Équateur, et le deuxième au niveau global après le FMI. Cette relation s’est construite après l’arrivée au pouvoir de Rafael Correa en 2007, période durant laquelle l’Équateur a rompu avec le FMI et les bailleurs multilatéraux. Jusqu’en 2018, la Chine est ainsi devenue la principale source de financement du pays, via des prêts octroyés par la *China Development Bank* (CDB) et l’*Eximbank* chinoise. Ces prêts étaient souvent assortis de garanties pétrolières, de conditions de remboursement à court terme et de taux d’intérêt allant de 2 % à 8 % par an en USD. **Un premier reprofilage de cette dette a toutefois été engagé en 2021, dans le cadre d’un programme avec le FMI.**

Bolivie

La Bolivie cherche à renforcer ses liens économiques avec les BRICS+, notamment la Russie, l'Inde, l'Iran et Cuba.

Lors du 17^{ème} sommet des BRICS à Rio, le Président bolivien Luis Arce a tenu des réunions bilatérales avec la Russie, l'Inde, l'Iran et Cuba pour élargir les échanges commerciaux et la coopération avec ces pays.

Lors d'un entretien avec le ministre des Affaires étrangères russe, Sergey Lavrov, le Président bolivien a souligné l'importance de consolider la coopération bilatérale, en particulier dans les domaines du commerce, de l'économie et de l'énergie. Luis Arce a également rencontré le premier ministre indien, Narendra Modi, avec lequel il a abordé des questions de coopération technologique, de projets de développement et de moyens de paiement en monnaie locale. Avec l'Iran, la conversation avec le ministre des Affaires étrangères Seyed Abbas Araghchi a traité de l'expansion de la coopération bilatérale, tandis qu'avec le président cubain Miguel Díaz-Canel, Luis Arce a réaffirmé le soutien de la Bolivie face au blocus économique auquel l'île est confrontée. Finalement, lors du sommet, la Bolivie a souligné l'importance du multilatéralisme.

Colombie

Le gouvernement colombien a émis 598 M\$ d'obligations.

Le ministère des Finances a récemment organisé deux émissions de titres de dette publique dans le cadre des mesures engagées pour améliorer la situation de trésorerie de l'État. **La 1^{ère} émission de titres à moyen et long terme s'est élevée à 374 M\$** (1 500 Md COP) avec des taux allant de 10,98 % (obligations à 4

ans) à 12,31 % (obligations à 25 ans), et une demande 4,3 fois supérieure à l'offre.

La seconde émission, de titres à court terme, a atteint 224 M\$ (900 Md COP), avec un taux de 9,6 %. Ces initiatives visent à reconstituer une trésorerie actuellement à des niveaux faibles en comparaison historique (1,6 Md\$, ou 6 500 Md COP, fin juin) pour atteindre l'objectif de 5,0 Md\$ (20 000 Md COP) d'ici fin 2025. Cependant, plusieurs experts estiment que ces mesures restent insuffisantes, et que la solution résiderait dans le renforcement de la confiance vis-à-vis de la politique économique, la hausse des recettes fiscales et une baisse des dépenses publiques.

Le budget présenté par le gouvernement pour 2026 s'élève à 133 Md\$ et ne prévoit pas de baisse des dépenses publiques.

Le gouvernement colombien a récemment présenté les grandes lignes du Budget général de la Nation pour 2026, qui devrait atteindre 133 Md\$ (534 800 Md COP), soit une hausse de 5,9 Md\$ (23 800 Md COP) par rapport à 2025. Le budget ne présente pas de baisse des dépenses publiques, mais une augmentation, principalement en lien avec la croissance des transferts imposés par l'État. Les dépenses de fonctionnement représenteront 66 % du budget total, dont 12 % en salaires. En parallèle, le service de la dette reculera à 25 Md\$ (99 400 Md COP ; -3,3 Md\$ par rapport à 2025 ; dû au fait que moins d'échéances de dette et de règlement d'intérêts liés auront lieu en 2026). L'investissement public devrait quant à lui atteindre 20 Md\$ (82 000 Md COP), soit 15 % du budget, en légère hausse mais encore en deçà des niveaux d'avant la pandémie.

Plus de 80 % du budget 2026 est déjà engagé par des obligations légales ou structurelles, laissant peu de marge de manœuvre pour des ajustements politiques ou économiques ; alors que les économistes insistent sur la nécessité

d’une réduction des dépenses publiques, dans un contexte de crise budgétaire sans précédent (voir [nos précédentes brèves](#)).

En juin, l’incertitude de politique économique augmente.

En juin 2025, l’indice d’incertitude de politique économique s’est établi à 280 points, présentant une hausse de 56 points par rapport à mai 2025 (224), et de 4 points par rapport à juin 2024 (276). Cet indice a ainsi enregistré son 81ème mois consécutifs au-dessus de la moyenne observée entre 2000 et 2019 (100). Les principaux facteurs ayant alimenté l’incertitude de politique économique portaient sur les questions de politique économique, sociale et géopolitique (46 %), suivies par la catégorie d’activité économique (16 %) et la sécurité (15 %). Par rapport au mois précédent, la catégorie « sécurité » a connu la plus forte hausse (+11 points), tandis que la catégorie « politique économique, sociale et géopolitique » a enregistré la plus forte baisse (-13 points). En comparaison avec juin 2024, la catégorie « activité économique » a connu la plus forte augmentation (+10 points), alors que celle de « politique économique, sociale et géopolitique » a présenté la plus grande contraction (-20 points).

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	1,6%	36,5%	1702
Change USD/COP	0,1%	2,7%	4032
Change EUR/COP	-1,1%	11,0%	4665
Prix du baril (Brent, USD)	-2,0%	-17,2%	68,76

Equateur

Le T1 2025 enregistre une croissance de +3,4 % en g.a.

Dans son dernier rapport, la Banque centrale de l’Équateur fait état d’une reprise de l’économie nationale, avec une croissance de

+3,4 % en g.a. au T1 2025. Cette dernière a été portée par la reprise de la consommation des ménages (+7,1 % en g.a.), des investissements publics et privés (+6,7 % en g.a., notamment dans les secteurs agricole et industriel), et des exportations non-pétrolières. Les exportations ont augmenté de +2,7 % en g.a. et les importations de +14,3 %, tirées par les achats de carburants, de biens d’équipement et de matières premières. Sur les 20 secteurs économiques, 13 ont affiché une croissance, reflétant une amélioration de la structure productive. Les secteurs les plus dynamiques ont été l’agriculture (+17,5 %), la pêche (+12,1 %), la transformation alimentaire (+8,6 %) et les services financiers (+8,4 %). En variation trimestrielle, le PIB a progressé de +3,5 % par rapport au T4 2024, soutenu par une hausse généralisée des composantes de la demande, y compris de la dépense publique.

Au T1 2025, les IDE sont en hausse de +17 %, mais leur niveau reste faible.

Au T1 2025, les IDE en Équateur ont atteint 127,5 M\$ (0,1 % du PIB), soit une hausse de +17 % par rapport au T1 2024, qui avait été marqué par une forte baisse (-33 %). Cette amélioration est imputable à la reprise de deux secteurs clés : l’agriculture (48 M\$) et l’activité minière (46 M\$), représentant à eux deux 74 % des IDE sur la période. Néanmoins, une part importante des IDE provient d’entreprises déjà établies (réinvestissements). Par ailleurs, les secteurs manufacturiers et de la construction, les plus créateurs d’emplois, ont enregistré des baisses des IDE. Les principaux pays investisseurs sont Singapour, l’Espagne, la Chine, le Chili et la Colombie.

Guyana

ExxonMobil et CNOOC reçoivent des prix pour leurs découvertes pétrolières au large du Guyana.

Dans son rapport 2025 *Exploration Survey*, **Wood Mackenzie a récompensé ExxonMobil et CNOOC pour leurs performances en exploration pétrolière au cours de la dernière décennie.** ExxonMobil a reçu le prix de « l'entreprise d'exploration pétrolière la plus reconnue », en particulier pour ses succès dans le bloc Stabroek au Guyana, où elle a découvert plus de 8 Mds de barils depuis 2015. Ce leadership en exploration a fait d'ExxonMobil le premier contributeur mondial en termes de nouvelles découvertes sur la période. De son côté, la compagnie chinoise CNOOC s'est vu attribuer le prix de la « compagnie pétrolière nationale exploratrice de l'année » après avoir découvert plus de 7 Md de barils, répartis entre les zones *offshores* de Chine et du Guyana.

CNOOC, qui détient 25 % du bloc Stabroek, partage ses opérations avec ExxonMobil (45 %, opérateur) et Hess (30 %). Depuis le lancement de la production au Guyana en 2019, la production quotidienne a atteint 650 000 barils, portée par trois projets d'exploitation. La production augmentera davantage cette année avec un quatrième projet qui devrait entrer en activité dans les prochains mois.

Pérou

Depuis 2023, l'activité minière illégale aurait privé le Pérou de 2,1 Md\$ de recettes fiscales.

Ce chiffre a été annoncé par le gouvernement péruvien lors de la dernière conférence de presse du Conseil des ministres, durant laquelle il a été fait état de l'impact fiscal et social de l'exploitation minière illégale dans le pays. Le ministre de l'Energie et des Mines a souligné que **l'expansion de cette activité illicite priverait l'État d'environ 1,5 Md\$ en impôt sur le revenu en 2025.** Afin de remédier

aux conséquences de l'exploitation minière illégale, le gouvernement a décidé de créer des groupes de travail entre les hautes autorités des trois branches du gouvernement, le bureau du médiateur et les syndicats et associations minières. Le ministre de l'Energie et des Mines a indiqué que huit sessions seraient programmées au cours des deux prochains mois.

Le Brésil et la Chine étudient un projet de liaison ferroviaire atlantique-pacifique passant par le Pérou.

Le Brésil et la Chine ont signé un accord pour mener des études conjointes sur la faisabilité d'un chemin de fer reliant le port brésilien d'Ilheus au port péruvien de Chancay. Toutefois, **le premier ministre péruvien, Eduardo Arana, a déclaré ne pas avoir autorisé d'investissements pour ce corridor ferroviaire** qui relierait les océans Atlantique et Pacifique. Le projet vise à créer une route bi-océanique afin de dynamiser les échanges commerciaux avec l'Asie. Mis en service en juin dernier, le port de Chancay a été construit avec un important financement chinois et fait partie des projets convenus entre le Pérou et la Chine dans le cadre de la Nouvelle route de la soie, initiative à laquelle le Brésil n'est pas associé. Le ministre des Affaires étrangères du Pérou, Elmer Schialer, a précisé qu'il s'agissait d'un accord de principe entre la Chine et le Brésil, sans valeur juridique contraignante. Il a également souligné que le Pérou était un partenaire incontournable pour mettre en place le projet.

Venezuela

En juin, les sources officielles rapportent une production pétrolière de 1 069 000 bpd (+ 0,3 %).

Selon les chiffres officiels publiés dans le dernier rapport de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), en juin, **la**

production pétrolière du Venezuela aurait atteint 1 069 000 bpj (+3 000 bpj par rapport au mois de mai). Les sources secondaires ont cependant rapporté une production de 910 000 bpj (avec une augmentation mensuelle également de +3 000 bpj). Ce

même mois, le cours du Merey (pétrole de référence au Venezuela) s'est élevé à 56,9 \$/baril, présentant une augmentation +9,9 % par rapport au mois précédent. Depuis début 2025, le cours moyen du Merey s'établit à 59,7 \$/baril, soit -13,8 % en g.a.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.
jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)